

their wives and mistresses might turn to arsenic or laudanum, readily available to the woman who contemplated “domestic treason”. Criminologists dressed this ancient figure with their scientifically derived knowledge of woman as innately deceitful in her primitive cunning and clever enough to fool experts by feigning hysteria and illness. In sum, the professionals were, above all, bourgeois men insecure about their authority over women and over the urban working classes, rather than confident wielders of hegemonic knowledge.

Shapiro’s study complements an impressive body of work on criminality and the justice system in late nineteenth-century France. The central argument of Marie-Christine Leps in *Apprehending the Criminal: The Production of Deviance in Nineteenth-Century Discourse* (Durham and London: Duke University Press, 1992), a more traditional and less accessible discourse analysis, is that late-century discourses were porous and interdependent. Unlike Leps, Shapiro places gender with class in the foreground of her examination. She thereby qualifies Foucault’s (and Leps’s) finding, that psychiatric discourse worked to normalize and diminish the deviant, by pointing to the pathologization of all women in medical writings across the nineteenth century. In the elegantly written *Murders and Madness: Medicine, Law, and Society in the Fin de Siècle* (Oxford: Clarendon Press, 1989), Ruth Harris surveys female criminality and profitably includes male crimes of passion. Robert Nye is another major contributor on the topics of manliness and madness. However, by narrowing her focus to criminal women, Shapiro is able to make plain the intricate connections between politics and gender. She maps the achievements of the “new woman” in such areas as divorce, paternity laws, education reform, and the regulation of prostitution. By the end of the period the political was again obscured in the personal, however, and discourse on new meanings of love and marriage was displacing calls for further political remedies. Joining the female criminal were two new stock characters of the *fin-de-siècle*, the lesbian and the feminist, made ambivalent by their masculinity. These myths underline for us that women as well as men required new symbols on which to attach their anxiety about gender slippage.

Well-written, informed by feminist and literary theory, and ambitious, *Breaking the Codes* is a strong entry in the new cultural historiography of crime and criminal justice. While readers may find her “kaleidoscopic image of cultural exchanges among differently empowered historical subjects” (p. 220) demanding, Shapiro does an exemplary job of nailing jelly (theory) to the wall (the social, economic, and political context of *fin-de-siècle* Paris).

Allison Kirk-Montgomery  
University of Toronto

François Dupuy — *Le pin de la discorde, les rapports de métayage dans la Grande Lande*, Paris, Maison des sciences de l’homme, 1996, xiii, 407 p.

La Grande Lande dont il est question ici est un triangle de quelques 200 000 hectares situé dans le Sud Ouest de la France. Jusqu’au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la

Grande Lande fut une région marginale. Au sol ingrat composé principalement de sable, et marécageux sauf en bordure des rivières, vide d'arbres, elle ne pouvait subvenir qu'aux besoins d'une population peu nombreuse. Celle-ci était éparpillée dans des « quartiers », regroupements de quelques exploitations agricoles sur des sols bien drainés. L'ouvrage de François Dupuy, en partie historique, en partie ethnographique, retrace l'évolution depuis ses origines à la fin du Moyen Age, jusqu'à sa disparition dans les années 1960, du métayage Grand Landais, et des hommes et des femmes qui participèrent à ce mode de faire-valoir.

Initialement, la Grande Lande fut dominée par des petits propriétaires exploitants et par des métayers. Ces derniers devaient à leurs propriétaires la moitié des grains principaux, le tiers des céréales secondaires, une partie variable selon les communautés de leur produits d'élevage (quartiers de cochons, volailles), et des journées de travail. En échange, ils avaient accès à une exploitation, et le propriétaire fournissait outils et troupeaux de chèvres et brebis — et rétribuait (assez chichement il est vrai), les métayers pour la garde des animaux.

Ces troupeaux étaient véritablement la clé d'un système que Dupuy qualifie d'agro-pastoral. On les élevait, de manière très extensive (un animal à l'hectare), pour leur fumier qui servait à fertiliser les petits champs (3 à 5 ha) des métairies. Ceux-ci étaient cultivés intensivement, produisant deux récoltes par an, une de céréales principales et une de céréales secondaires. Il fallait de 20 à 30 bêtes pour fertiliser un hectare de champs. L'accès à un pacage suffisant était donc critique, et celui-ci était fourni dans la grande majorité des cas par les communaux, auxquels tous avaient accès.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cette économie axée sur l'auto-suffisance avait atteint ses limites : les fameux ciseaux malthusiens s'étaient refermés. Mais l'économie agro-pastorale et le métayage furent également minés de l'extérieur. Les « experts » parisiens prétendirent que cette lande quasiment dépourvue d'arbres et d'habitants était « vide », et que sa population se composait de sauvages dégénérés. Paysage et population devaient être « civilisés ». Le boisement devait être l'instrument de cette « civilisation ». Une loi de 1857 obligea les municipalités à planter en arbres et à privatiser les communaux. L'afforestation entraîna l'asphyxie de l'économie agro-pastorale, ne laissant de place que pour des troupeaux très réduits. Les petits propriétaires virent leur nombre diminuer suite au rachat de leurs terres par d'autres mieux nantis. Les métayers eux, durent se tourner vers une activité qui jusque là avait joué un rôle mineur dans leur vie, mais dont l'afforestation entraîna l'expansion : le gemmage, ou récolte de la résine de pin. Métayers et propriétaires partageaient généralement également la valeur de la gemme ou résine, mais comme cette dernière était achetée par les ateliers de distillation souvent contrôlés par les propriétaires, le métayer ne recevait que la part lui revenant, et ce en argent. Ceci amena les métayers gemmeurs à voir ces paiements comme un salaire, même si, techniquement parlant, ils n'en étaient pas.

L'arrivée d'une culture industrielle dans la Grande Lande (celle du pin maritime) n'entraîna pas de modifications du cadre juridique du faire-valoir des terres. Le métayage fut codifié par la loi de 1889, et la loi couvrait production agricole et gemmage. Les mentalités ne changèrent pas non plus, du moins chez les

propriétaires qui s'accrochèrent à une vision traditionnelle et paternaliste de la société. Juristes et propriétaires cherchèrent donc à couler une nouvelle activité, et selon Dupuy un nouveau rapport de production, dans le cadre juridique et idéologique qui avait caractérisé le système agro-pastoral. Et, soutient Dupuy, cet effort est voué à l'échec, parce que les gemmeurs acquièrent lentement mais sûrement une conscience de classe, et que la société Grande Landaise se polarise. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les métayers-gemmeurs se syndiquent, réclament d'abord le partage de la gemme à moitié pour tous (et donc l'assimilation systématique du gemmage au métayage), puis, renversent le cap entre les deux guerres et cette fois réclament un statut de salarié (rémunération fixe garantie et accès aux lois sociales comme les congés payés). Les propriétaires résistent, s'accrochent à un discours paternaliste face à des travailleurs qui l'ont rejeté depuis longtemps, de nombreuses grèves éclatent, les progrès sont lents, et les gemmeurs n'obtiennent gain de cause que dans les années 1960.

La victoire est creuse, parce que dans les années 1960, il n'y a presque plus de gemmeurs. L'industrie de la résine landaise a été dévastée par des catastrophes naturelles (incendies de forêts et vagues de froid) et par la concurrence de la résine étrangère. Les propriétaires se sont recyclés dans la production de bois de trituration pour les papeteries et n'ont plus besoin de leurs anciens métayers. Les ateliers de distillations ferment leurs portes un à un, et même ceux (propriétaires ou métayers) qui voudraient continuer le gemmage voient leurs débouchés disparaître. La Grande Lande est devenue une région de double mono-culture : du pin, et du maïs, cette dernière entre les mains de fermiers venus de l'extérieur de la région.

Cet ouvrage extrêmement riche, combinant sources historiques traditionnelles et enquêtes sur le terrain, raconte une histoire fascinante. L'auteur semble en outre avoir acquis les talents narratifs de ses informateurs : le livre se lit très bien. Il a les défauts de son ampleur. À vouloir couvrir une très large tranche d'histoire, on est presque inévitablement amené à en laisser des pans dans l'ombre, et l'histoire du métayage de la Grande Lande ressemble par moments à une collection d'instantanés successifs, pas toujours très bien reliés entre eux. On saute par exemple des grèves du début du siècle à celles des années 1930 sans trop de transition, et souvent l'historien voudrait rembobiner le film et voir en plus grands détails ce qui vient de se passer.

Certains lecteurs trouveront le paradigme marxiste assez orthodoxe qui sous-tend cet ouvrage importun. Celui-ci devient envahissant dans l'analyse des événements de l'entre deux guerres. Lutte de classes et conscience de classes sont affirmées plus que démontrées; on ne s'étonnera pas qu'un syndicat, surtout un syndicat rattaché à la CGT tiennne un discours socialiste, ni que les portes-parole des propriétaires continuent à prêcher le corporatisme et le bon ententisme. Mais est-ce suffisant pour conclure que chaque classe, dans son ensemble, si ce n'est dans son intégralité, adhère à la totalité de ces discours? Les classes sociales sont-elles aussi monolithes que le suggérait Marx?

Dupuy remarque que l'accès à la terre donnait aux métayers-gemmeurs un avantage incontestable sur les ouvriers d'usine; leur survie immédiate était assurée, et ils pouvaient se permettre le luxe de grèves longues. Il y avait là un aspect intéres-

sant à approfondir : quel rôle des individus engagés dans une production de type industriel, touchant un quasi salaire, ont-ils défini pour leurs activités agricoles. Comment voyaient-ils la relation entre ces deux secteurs? Le livre n'en dit mot, et tend à traiter l'agriculture comme un vestige voué à une disparition rapide. Les théories marxistes le veulent ainsi, mais est-ce ce qui s'est vraiment passé? Les petits propriétaires sont eux aussi occultés par un « point aveugle » théorique. Ils sont supposés disparaître, une minorité rejoignant les rangs des possédants, et la majorité, celle des prolétaires. Dupuy décrit les mécanismes par lesquels cette double absorption peut avoir lieu. Mais à quel rythme s'est-elle produite? Dans quelle proportion? Comment ces petits propriétaires-gemmeurs ont-ils tenté de survivre en tant que producteurs indépendants? Étaient-ils nécessairement voués à l'échec?

Ces quelques réserves mises à part, l'ouvrage reste une importante contribution à notre compréhension de l'économie et de la société du Sud Ouest français, et à celle des transformations du monde rural en général.

Béatrice Craig  
*Université d'Ottawa*

John Hellman — *The Knight-Monks of Vichy France: Uriage, 1940–1945* (2nd ed.).  
 Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 1997. Pp. xiv, 364.

Few periods in French history have occasioned more controversy than the years 1940 to 1945. In this short space of time, France witnessed crushing military defeat and German occupation; the creation of a new French state based at Vichy, whose leaders attempted to carry out a domestic National Revolution while pursuing a policy of collaboration with the German occupiers; and the emergence of a Resistance movement whose diverse members worked to oust the Germans and, for the most part, the Vichyites from French soil. How French institutions, political formations, and individuals related to these events and to the memory subsequently constructed of them has recently been a source of considerable interest to historians of France. During the 1980s and 1990s, in fact, there has been a veritable explosion of studies examining both the history of these years and the processes by which the actors — including former president François Mitterand — “managed” the memory of their past. One of the many virtues of the second edition of John Hellman's excellent *The Knight-Monks of Vichy France* is its important contributions both to Vichy historiography and to the history of memory.

Hellman's book examines a group of prominent Catholic intellectuals and activists and their wartime attempts to implement a new vision of France, one that prized community and the community-oriented *personne* over the individual, the spiritual over the material, and authority, discipline, and virility over the presumed decadence and general flabbiness of the Third Republic. This effort to remake France occurred primarily at the *École Nationale des Cadres d'Uriage*, which was established in 1940 to train youth elites, and much of the book examines the founding, operation, and demise of the school. Using a range of archival materials